

Investir au Canada

Déclaration de responsabilité de la direction englobant le contrôle interne en matière de rapports financiers

La responsabilité de l'intégrité et de l'objectivité des états financiers ci-joints pour l'exercice s'étant terminé le 31 mars 2020 et de tous les renseignements qui y figurent incombe à la direction de l'Agence Investir au Canada (IAC). Ces états financiers ont été préparés par la direction à partir des conventions comptables du gouvernement du Canada, lesquelles s'appuient sur les normes comptables canadiennes pour le secteur public.

La direction est responsable de l'intégrité et de l'objectivité des données présentées dans ces états financiers. Certains renseignements présentés dans les états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et le jugement de la direction, compte tenu de l'importance relative des postes en question. Pour s'acquitter de ses obligations au chapitre de la comptabilité et de la présentation de rapports, la direction tient des comptes qui permettent l'enregistrement centralisé des opérations financières du IAC. Les renseignements financiers présentés aux fins de l'établissement des Comptes publics du Canada et figurant dans le *Rapport sur les résultats ministériels* du IAC concordent avec ces états financiers.

Il incombe aussi à la direction de tenir un système efficace de contrôle interne en matière de rapports financiers (CIRF) conçu pour donner une assurance raisonnable que l'information financière est fiable, que les actifs sont protégés et que les opérations sont autorisées et enregistrées adéquatement, conformément à la *Loi sur la gestion des finances publiques* et à d'autres lois, règlements, autorisations et politiques applicables.

La direction veille également à assurer l'objectivité et l'intégrité des données figurant dans ses états financiers en choisissant soigneusement des employés qualifiés et en assurant leur formation et leur perfectionnement, en prenant des dispositions pour assurer une répartition appropriée des responsabilités, en établissant des programmes de communication pour faire en sorte que tous les membres du IAC sont au fait des règlements, des politiques, des normes et des pouvoirs de la direction, et en procédant tous les ans à une évaluation fondée sur le risque de l'efficacité du système de CIRF.

Le système de CIRF est conçu pour atténuer les risques à un niveau raisonnable fondé sur un processus continu qui vise à identifier les risques clés, à évaluer l'efficacité des contrôles clés associés, et à apporter les ajustements nécessaires.

Le comité de vérification pour le conseil d'administration supervise l'équipe de gestionnaires dans leur rôle à maintenir des systèmes de contrôle adéquats et la qualité des rapports financiers.

Les états financiers du IAC n'ont pas fait l'objet d'un audit.



Ian McKay
Président - directeur général



Katie Curran
Directrice principale, Service du gestion

Investir au Canada
État de la situation financière (non audité)
au 31 mars

(en milliers de dollars)	2020	2019
Passifs		
Créditeurs et charges à payer (note 4)	2 481	2 436
Indemnités de vacances et autres congés	139	55
Total des passifs	2 620	2 491
Actifs financiers		
Montant à recevoir du Trésor	1 547	2 322
Débiteurs et avances (note 6)	909	111
Total des actifs financiers	2 456	2 433
Dette nette	164	58
Actifs non financiers		
Charges payées d'avance	3 200	491
Immobilisations corporelles (note 7)	2 574	1 340
Total des actifs non financiers	5 774	1 831
Situation financière nette	5 610	1 773

Passif éventuel (note 8)

Obligations contractuelles (note 9)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.



Ian McKay
Président - directeur general



Katie Curran
Directrice principale, Service du gestion

Ottawa, Canada
14 septembre 2020

Investir au Canada
État des résultats et de la situation financière nette (non audité)
pour l'exercice terminé le 31 mars

(en milliers de dollars)	Résultats prévus (note 2)	2020	2019
Charges			
Partenariat et stratégies	5 912	3 701	701
Marketing et promotion	19 228	10 748	3 118
Services aux investisseurs	4 013	2 062	742
Services internes	6 269	6 148	4 374
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement	35 423	22 659	8 935
Financement du gouvernement			
Flux de trésorerie nets fournis par le gouvernement du Canada	36 057	26 817	8 803
Variations du montant à recevoir du Trésor	297	(775)	1 905
Services fournis gratuitement par d'autres ministères (note 10)	1 102	454	-
Total du Financement du gouvernement	37 456	26 496	10 708
Résultats de fonctionnement net après le financement du gouvernement	(2 033)	(3 837)	(1 773)
Situation financière nette – début de l'exercice	1 773	1 773	-
Situation financière nette – fin de l'exercice	3 806	5 610	1 773

Information sectorielle (note 11)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Investir au Canada
État de la variation de la dette nette (non audité)
pour l'exercice terminé le 31 mars

(en milliers de dollars)	2020	2019
Résultats de fonctionnement net après le financement du gouvernement	(3 837)	(1 773)
Variation due aux immobilisations corporelles		
Acquisition d'immobilisations corporelles (note 7)	1 647	1 340
Amortissement des immobilisations corporelles (note 7)	(413)	-
Total de la variation due aux immobilisations corporelles	1 234	1 340
Variation due aux charges payées d'avance	2 709	491
Augmentation nette de la dette nette	106	58
Dette nette – début de l'exercice	58	-
Dette nette – fin de l'exercice	164	58

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Investir au Canada
État des flux de trésorerie (non audité)
pour l'exercice terminé le 31 mars

(en milliers de dollars)	2020	2019
Activités de fonctionnement		
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement	22 659	8 935
Éléments hors trésorerie :		
Amortissement des immobilisations corporelles (note 7)	(413)	-
Variations de l'état de la situation financière :		
Augmentation des débiteurs et avances (note 6)	798	106
Augmentation des charges payées d'avance	2 709	491
Augmentation des créditeurs et charges à payer (note 4)	(45)	(2 014)
Augmentation des indemnités de vacances et autres congés	(84)	(55)
Encaisse utilisée pour les activités de fonctionnement	25 170	7 463
Activités d'investissement en immobilisations		
Acquisition d'immobilisations corporelles (note 7)	1 647	1 340
Encaisse utilisée pour les activités d'investissement en immobilisations	1 647	1 340
Encaisse nette fournie par le gouvernement du Canada	26 817	8 803

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Investir au Canada

Notes aux états financiers (non audité)

pour l'exercice terminé le 31 mars

1. Pouvoirs et objectifs

Investir au Canada a été créé en vertu de la *Loi sur Investir au Canada*. En vigueur depuis le 12 mars 2018, Investir au Canada figure aux annexes II et V de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, est financée au moyen de crédits annuels et est comme sous le non Investir au Canada (IAC)

La responsabilité essentielle d'Investir au Canada consiste à diriger les efforts déployés par le gouvernement du Canada pour attirer de l'investissement direct étranger (IDE) en faisant du Canada une destination de choix pour les investisseurs étrangers et en offrant des services visant à faciliter la prise de décision des investisseurs d'élargir leurs activités en sol canadien.

Partenariat et stratégies

Investir au Canada est dans une position unique pour offrir une perspective nationale sur le paysage de l'IDE grâce à des efforts coordonnés avec des partenaires gouvernementaux pancanadiens. Il est essentiel de tirer parti de l'utilisation d'outils et de techniques d'analyse pour assurer une démarche axée sur les données aux stratégies de participation des investisseurs et pour compiler les données du marché et les indicateurs économiques afin de déterminer et d'encourager les positions potentielles des investisseurs.

Marketing et promotion

Le mandat d'Investir au Canada consiste essentiellement à rehausser le profil d'avantage du Canada en matière d'investissement au moyen de campagnes de marketing internationales et à offrir un service du guide-expert aux investisseurs qui travaillent avec des partenaires pour accélérer davantage d'investissements, à partir de marchés plus mondiaux, dans davantage de secteurs afin de créer des emplois plus nombreux et biens rémunérés pour les Canadiens.

Services aux investisseurs

Investir au Canada a établi une fonction d'attraction de l'IDE et de soutien à la clientèle à incidence élevée, appelée ServicesI. Cette fonction opérationnelle permettra d'accélérer la prise de décisions pour les investisseurs potentiels en leur offrant un soutien pour naviguer efficacement dans le paysage économique, politique et social du marché canadien. Elle offrira également des services de suivi, de rétention et de réinvestissement de classe mondiale, dans le but de transformer les investissements initiaux en investissement élargis.

Services internes

Groupes d'activités connexes et de ressources administrés de manière à répondre aux besoins des programmes d'une organisation et à lui permettre de remplir ses autres obligations organisationnelles. Les services internes comprennent uniquement les activités et les ressources qui visent l'ensemble d'une organisation et non les activités et les ressources qui s'appliquent à un programme particulier. Les groupes d'activités et de ressources sont les suivants : services de gestion et de surveillance, services juridiques internes, services de gestion des ressources humaines, services de gestion des finances, services de gestion de l'information, services de technologies de l'information, services de gestion des biens, services de gestion du matériel et les services de gestion des acquisitions.

2. Sommaire des principales conventions comptables

Ces états financiers ont été préparés conformément aux conventions comptables du gouvernement du Canada énoncées ci-après, lesquelles s'appuient sur les normes comptables canadiennes pour le secteur public. La présentation et les résultats qui découlent de l'utilisation des conventions comptables énoncées ne donnent lieu à aucune différence importante par rapport aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

(a) Autorisations parlementaires

Le IAC est financé par le gouvernement du Canada au moyen d'autorisations parlementaires. La présentation des autorisations consenties à IAC ne correspond pas à la présentation des rapports financiers selon les principes comptables généralement reconnus étant donné que les autorisations sont fondées, dans une large mesure, sur les besoins de trésorerie. Par conséquent, les postes comptabilisés dans l'état des résultats et de la situation financière nette ainsi que dans l'état de la situation financière ne sont pas nécessairement les mêmes que ceux qui sont prévus par les autorisations parlementaires. La note 3 présente un rapprochement entre les deux méthodes de présentation des rapports financiers. Les montants des résultats prévus inclus dans la section Charges de l'état des résultats et de la situation financière nette correspondent aux montants rapportés dans les états financiers prospectifs intégrés au Plan ministériel 2019-2020. Les montants des résultats prévus inclus dans la section Financement du gouvernement de l'État des résultats et de la situation financière nette et dans l'État de la variation de la dette nette ont été préparés aux fins de gestion interne et n'ont pas été publiés précédemment.

Le risque de liquidité est le risque que IAC éprouve des difficultés à honorer des engagements liés à des passifs financiers. Pour gérer ce risque, IAC se doit de gérer ses activités et ses dépenses dans le respect des crédits qui ont été approuvés par le Parlement ou des limites des dotations approuvées par le Conseil du Trésor.

2. Sommaire des principales conventions comptables (suite)

Chaque année, IAC présente au Parlement des informations sur les dépenses prévues dans le Budget des dépenses. Ces estimations aboutissent au dépôt de projets de loi de crédits (qui une fois adoptés deviennent des lois de crédits), conformément au cycle des rapports sur les dépenses gouvernementales. IAC procède ensuite aux engagements des dépenses de manière à ce que les soldes non grevés des affectations et des crédits budgétaires fassent régulièrement l'objet d'une surveillance et de rapports, pour s'assurer que les crédits suffiront pour toute la période et pour veiller à ne pas les dépasser.

Conformément à l'article 32 de la Loi sur la gestion des finances publiques, la politique de gestion du risque de liquidité du IAC stipule ce qui suit : Il ne peut être passé de marché ou autre entente prévoyant un paiement, dans le cadre d'un programme auquel est affecté un crédit ou un poste figurant dans les prévisions de dépenses alors déposées devant la Chambre des communes et sur lequel le paiement sera imputé, que si le solde disponible non grevé du crédit ou du poste est suffisant pour l'acquittement de toutes les dettes contractées à cette occasion pendant l'exercice au cours duquel a lieu la passation.

(b) Encaisse nette fournie par le gouvernement

IAC fonctionne au moyen du Trésor, qui est administré par le receveur général du Canada. La totalité des flux de l'encaisse reçue par IAC est déposée au Trésor, et tous les décaissements faits par IAC sont prélevés sur le Trésor. L'encaisse nette fournie par le gouvernement est la différence entre toutes les entrées de fonds et toutes les sorties de fonds, y compris les opérations entre les ministères au sein du gouvernement fédéral.

(c) Montant à recevoir du Trésor

Le montant à recevoir du Trésor découle d'un écart temporaire entre le moment où une opération affecte les autorisations à IAC et le moment où elle est traitée par le Trésor. Le montant à recevoir du Trésor correspond au montant net des flux de trésorerie que le IAC a le droit de prélever du Trésor sans autre affectation d'autorisations pour s'acquitter de ses passifs. Ce montant n'est pas considéré comme un instrument financier.

(d) Charges

Les charges sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité d'exercice :

- ✓ Les indemnités de vacances et autres congés sont passées en charges au fur et à mesure que les employés en acquièrent les droits en vertu de leurs conditions d'emploi.

(e) Avantages sociaux futurs

- ✓ Prestations de retraite : Les employés admissibles participent au Régime de retraite de la fonction publique (régime), un régime d'avantages sociaux multiemployeurs administré par le gouvernement du Canada. Les cotisations du IAC au régime sont passées en charges dans l'exercice au cours duquel elles sont engagées et elles représentent l'obligation totale d'IAC découlant du régime. La responsabilité d'IAC relative au régime de retraite se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers du gouvernement du Canada, répondant du régime.

2. Sommaire des principales conventions comptables (suite)

(f) Débiteurs

Les débiteurs sont présentés au moindre du coût ou de la valeur nette de réalisation. Une provision est établie pour les débiteurs dont le recouvrement est incertain.

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière. IAC n'est pas exposée à un risque de crédit important. Les créances sont payables sur demande. Les créances représentent en majorité des sommes dues par d'autres ministères ou organismes publics du gouvernement du Canada, pour lesquels le risque potentiel de pertes est minime. L'exposition maximale d'IAC au risque de crédit est égale à la valeur comptable de ses créances.

(g) Passif éventuel

Le passif éventuel représente des obligations possibles qui peuvent devenir des obligations réelles selon que certains événements futurs se produisent ou non. Dans la mesure où l'événement futur risque de se produire ou non et si l'on peut établir une estimation raisonnable de la perte, on comptabilise un passif estimatif et une charge. Si la probabilité ne peut être déterminée ou s'il est impossible de faire une estimation raisonnable du montant, l'éventualité est présentée dans les notes complémentaires aux états financiers.

(h) Immobilisations corporelles

Toutes les immobilisations corporelles et les améliorations locatives dont le coût initial est d'au moins 10 000 \$ sont comptabilisées à leur coût d'achat. IAC n'inscrit pas à l'actif les biens incorporels.

Les immobilisations corporelles sont amorties selon la méthode linéaire sur la durée de vie utile estimative de l'immobilisation, comme suit :

Catégorie d'immobilisations	Période d'amortissement
Logiciels informatiques	5 ans
Matériel informatique	5 ans
Mobilier et accessoires	5 ans
Améliorations locatives	Le moindre du reste de la durée du bail ou de la vie utile de l'amélioration

2. Sommaire des principales conventions comptables (suite)

(i) Opérations entre apparentés

Opérations interentités

En vertu du principe de propriété commune, IAC est apparenté à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement. IAC conclut des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités, qui sont mesurées à la valeur comptable, à l'exception de ce qui suit:

i) Les opérations interentités sont mesurées à la valeur d'échange lorsqu'elles sont conclues selon des modalités et conditions semblables à celles que les entités auraient adoptées si elles avaient agi dans des conditions de pleine concurrence.

ii) Les biens ou services reçus gratuitement d'entités sous contrôles communs, lorsqu'utilisés dans le cours normal des opérations et qui auraient autrement été achetés, sont comptabilisés comme revenus et dépenses à leur valeur comptable. Le gouvernement fait aussi appel à des organismes centraux et à des organisations de services communs, de sorte qu'un seul ministère fournit gratuitement des services à tous les autres ministères et organismes. Le coût de ces services, qui comprennent les services de paye et d'émission des chèques offerts par Services publics et Approvisionnement Canada ne sont pas inclus dans l'état des résultats et de la situation financière nette d'IAC.

Autres transactions entre apparentés

Les parties apparentées incluent également les principaux dirigeants qui ont le pouvoir et la responsabilité de planifier, de diriger et de contrôler les activités d'IAC, ainsi que les membres de leurs proche parents. IAC considère les principaux dirigeants comme étant la commissaire et le dirigeant principal des finances. Ces opérations entre apparentés sont comptabilisées à la valeur d'échange.

(j) Incertitude relative à la mesure

La préparation des états financiers exige de la direction qu'elle fasse des estimations et pose des hypothèses qui influent sur les montants déclarés et divulgués des actifs, des passifs, des revenus et des charges présentés dans les états financiers et les notes complémentaires au 31 mars. Les estimations sont basées sur les faits et les circonstances, l'expérience historique, les conditions économiques générales et reflètent les meilleures estimations d'IAC des montants déclarés à la fin de l'exercice. Les principaux éléments pour lesquels des estimations sont faites sont le passif au titre d'avantages sociaux futurs et la durée de vie utile des immobilisations corporelles. Il se pourrait que les résultats réels diffèrent des estimations de manière significative. Les estimations de la direction sont examinées périodiquement et, à mesure que les ajustements deviennent nécessaires, ils sont constatés dans les états financiers de l'exercice où ils sont connus.

Investir au Canada
Notes aux états financiers (non audité)
pour l'exercice terminé le 31 mars

3. Autorisations parlementaires

IAC reçoit son financement au moyen d'autorisations parlementaires annuelles. Les éléments comptabilisés dans l'état des résultats et de la situation financière nette et dans l'état de la situation financière d'un exercice peuvent être financés au moyen d'autorisations parlementaires qui ont été approuvées au cours d'un exercice précédent, pendant l'exercice en cours ou qui le seront dans un exercice futur. Par conséquent, les résultats des activités de fonctionnement nets d'IAC pour l'exercice diffèrent selon qu'ils sont présentés selon le financement octroyé par le gouvernement ou selon la méthode de la comptabilité d'exercice. Les différences sont rapprochées dans les tableaux suivants :

(a) Rapprochement du coût de fonctionnement net et des autorisations de l'exercice en cours utilisées

(en milliers de dollars)	2020	2019
Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement	22 659	8 935
<i>Ajustements pour les éléments ayant une incidence sur le coût de fonctionnement net, mais qui n'ont pas d'incidence sur les autorisations :</i>		
<i>Ajouter (déduire) :</i>		
Services fournis gratuitement par d'autres ministères (note 10)	(454)	-
Amortissement des immobilisations corporelles (note 7)	(413)	-
Augmentation des indemnités de vacances et autres congés	(84)	(55)
Remboursements de dépenses de programmes	27	8
	(924)	(47)
<i>Ajustements pour les éléments sans incidence sur le coût de fonctionnement net, mais ayant une incidence sur les autorisations :</i>		
Acquisition d'immobilisations corporelles (note 7)	1 647	1 340
Avances aux employés et trop-payés (note 6)	5	-
Augmentation des charges payées d'avance	2 709	491
	4 361	1 831
Autorisations de l'exercice en cours utilisées	26 096	10 719

(b) Autorisations fournies et utilisées

(en milliers de dollars)	2020	2019
Autorisations fournies :		
Crédit 1 - Dépenses du programme	36 057	22 203
Moins :		
Périmées : Fonctionnement	(9 961)	(11 484)
Autorisations de l'exercice en cours utilisées	26 096	10 719

Investir au Canada
Notes aux états financiers (non audité)
pour l'exercice terminé le 31 mars

4. Crédoiteurs et charges à payer

Les crédoiteurs et les charges à payer sont dus dans un délai de six mois suivant la date de clôture.

Le tableau ci-dessous présente les détails des crédoiteurs et des charges à payer d'IAC :

(en milliers de dollars)	2020	2019
Autres ministères et organismes	57	948
Parties externes	1 301	877
	1 358	1 825
Charges à payer	1 123	611
	2 481	2 436

5. Avantages sociaux futurs

a) Prestations de retraite

Les employés d'IAC participent au Régime de retraite de la fonction publique, qui est parrainé et administré par le gouvernement du Canada. Les prestations de retraite s'accumulent sur une période maximale de 35 ans au taux de 2 % par année de services variables multiplié par la moyenne des gains des cinq meilleures années consécutives. Les prestations sont intégrées aux prestations du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec et sont indexées à l'inflation.

Tant les employés qu'IAC versent des cotisations couvrant le coût du régime. En raison de la modification de la *Loi sur la pension de la fonction publique* à la suite de la mise en œuvre de provisions liées au *Plan d'action économique du Canada de 2012*, les employés cotisants ont été répartis en deux groupes. Les cotisants du groupe 1 sont les membres existants du régime au 31 décembre 2012, et les cotisants du groupe 2 sont les membres qui ont rejoint le régime à partir du 1er janvier 2013. Chaque groupe a un taux de cotisation distinct.

En 2019-2020, les charges s'élèvent à 551 295 \$ (221 931 \$ en 2018-2019). Pour les membres du groupe 1, les charges correspondent à environ 1.01 fois (1.01 fois en 2018-2019) les cotisations des employés et, pour les membres du groupe 2, à environ 1 fois (1 fois en 2018-2019) les cotisations des employés.

La responsabilité d'IAC relative au régime de retraite se limite aux cotisations versées. Les excédents ou les déficits actuariels sont constatés dans les états financiers consolidés du gouvernement du Canada, répondant du régime.

Investir au Canada
Notes aux états financiers (non audité)
pour l'exercice terminé le 31 mars

6. Débiteurs et avances

Le tableau suivant présente les détails des débiteurs et des avances d'IAC :

(en milliers de dollars)	2020	2019
Débiteurs - autres ministères et organismes	901	104
Débiteurs - parties externes	-	9
Avances aux employés et trop-payés	8	(2)
Débiteurs bruts	909	111
Débiteurs détenus pour le compte du gouvernement	-	-
	909	111

7. Immobilisations corporelles

Catégorie d'immobilisations	Coût			Solde de clôture
	Solde d'ouverture	Acquisitions	Aliénations, radiations et transferts	
(en milliers de dollars)				
Améliorations locatives	1 340	759	-	2 099
Immobilisations en cours de développement	-	888	-	888
	1 340	1 647	-	2 987

Catégorie d'immobilisations	Amortissement cumulé			Solde de clôture
	d'ouverture	Amortissement	Aliénations, radiations et transferts	
(en milliers de dollars)				
Améliorations locatives	-	413	-	413
Immobilisations en cours de développement	-	-	-	-
	-	413	-	413

Catégorie d'immobilisations	Valeur comptable nette	
	2020	2019
(en milliers de dollars)		
Améliorations locatives	2 099	1 340
Immobilisations en cours de développement	888	-
	2 574	1 340

Investir au Canada
Notes aux états financiers (non audité)
pour l'exercice terminé le 31 mars

8. Passif éventuel

Aucun passif éventuel n'est constaté dans les états financiers d'IAC pour l'exercice terminé le 31 mars 2020 et il n'y a aucune réclamation en cours au 31 mars 2020.

9. Obligations contractuelles

De par leur nature, les activités d'IAC peuvent donner lieu à des contrats et à des obligations en vertu desquels IAC sera tenu d'effectuer des paiements échelonnés sur plusieurs années pour l'acquisition de biens ou de services. Ces obligations comprennent des contrats de services et de location d'équipement. Voici les principales obligations contractuelles pour lesquelles une estimation raisonnable peut être faite :

(en milliers de dollars)	Apparentés	Acquisitions de biens ou de	Contrats de location-	Total
2021	-	1 014	-	1 014
2022	-	-	-	-
2023	-	-	-	-
2024	-	-	-	-
2025 et après	-	-	-	-

10. Opérations entre apparentés

En vertu du principe de propriété commune, IAC est apparenté à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada.

IAC conclut des opérations avec ces entités dans le cours normal de ses activités et selon des modalités commerciales normales.

(a) Services communs fournis gratuitement par d'autres ministères

Au cours de l'exercice, IAC a reçu gratuitement des services de certaines organisations de services communs relatifs aux locaux. Ce service gratuit a été constaté comme suit dans l'état des résultats et de la situation financière nette d'IAC :

(en milliers de dollars)	2020	2019
Locaux	454	-
	454	-

Le gouvernement a centralisé certaines de ses activités administratives de manière à optimiser l'efficacité et l'efficacités de la prestation des programmes auprès du public. Le gouvernement fait donc appel à des organismes centraux et à des organisations de services communs, de sorte qu'un seul ministère fournisse gratuitement des services à tous les autres ministères et organismes. Le coût de ces services, qui comprennent les services de paye et d'émission des chèques offerts par Services publics et Approvisionnement Canada ne sont pas inclus dans l'état des résultats et de la situation financière nette d'IAC.

10. Opérations entre apparentés (suite)

(b) Autres transactions entre apparentés

(en milliers de dollars)	2020	2019
Débiteurs	901	104
Créditeurs	57	948
Charges	4 626	1 061
Acquisitions immobilisations corporelles	759	1 340

Investir au Canada
Notes aux états financiers (non audité)
pour l'exercice terminé le 31 mars

11. Information sectorielle

La présentation de l'information sectorielle est fondée sur la responsabilité essentielle d'IAC. La présentation par secteur est fondée sur les mêmes conventions comptables décrites à la note 2, Sommaire des principales conventions comptables. Le tableau qui suit présente les charges engagées pour les principales responsabilités essentielles, par principaux articles de dépenses. Voici les résultats de chaque segment pour la période :

(en milliers de dollars)	Partenariat et Stratégies	Marketing et Promotion	Services aux investisseurs	Services internes	2020	2019
Charges de fonctionnement						
Salaires et avantages sociaux des employés	705	1 237	1 744	2 965	6 651	3 318
Services professionnels et spécialisés	1 172	5 000	197	1 620	7 989	3 194
Mobilier et matériel	28	14	-	356	398	363
Services de télécommunications	1	5	-	22	28	42
Services d'information	563	4 064	3	-	4 630	962
Location	231	254	3	203	691	226
Déplacements	995	93	110	32	1 230	728
Services publics, fournitures et approvisionnements	6	81	5	40	132	98
Réparation et entretien	-	-	-	13	13	3
Autres	-	-	-	30	30	1
Coût de fonctionnement net	3,701	10,748	2,062	6 148	22 659	8 935